

**Juan-Carlos Guerrero-Bernal**

*Institut Marcel Mauss - EHESS*

## **LA FIXATION PROGRESSIVE D'UNE REPRÉSENTATION FLOUE DE LA VIOLENCE COLOMBIENNE SUR LA SCÈNE MÉDIATIQUE INTERNATIONALE**

Malgré sa longévité et son aggravation constante, notamment depuis une vingtaine d'années, le conflit armé colombien a longtemps été peu visible sur la scène médiatique internationale. D'autres conflits armés – non seulement « les grandes crises internationales » comme la guerre en Irak, le conflit israélo-palestinien, ou la guerre du Kosovo, mais aussi d'autres guerres « d'une moindre envergure » comme celles qui ont frappé le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua – semblent *a priori* avoir joui d'une médiatisation plus large. Du moins c'est la manière dont la majorité des « spectateurs distancés »<sup>1</sup> de toutes ces convulsions paraît avoir perçu leur mise en scène. En ce qui concerne le cas colombien, non seulement les spectateurs ne saisissent pas facilement ce qui s'y passe, mais ils associent en outre intuitivement cette difficulté au faible intérêt que le conflit colombien suscite dans les médias. Pour eux, « si l'on ne comprend pas, c'est parce que les médias n'en parlent pas assez ».

Vraisemblablement, tout le monde assume finalement que la visibilité précaire du conflit colombien sur la scène médiatique internationale ne peut être rapportée qu'au nombre d'informations sur la Colombie produites par les journalistes. L'impression d'une carence d'informations sur la situation colombienne dans les médias est pourtant paradoxale. D'une part, et contrairement à ce qu'ils perçoivent, la Colombie figure parmi les trois pays latino-américains les plus couverts par les journalistes de la presse étrangère depuis une quinzaine d'années. D'autre part, comparée à d'autres crises lointaines, la situation colombienne a plutôt bénéficié d'une médiatisation constante, au moins depuis la fin des années 1980.

Comment expliquer alors cette invisibilité relative du conflit armé colombien par rapport à d'autres situations de crise ayant lieu à l'étranger ? Cet article prétend répondre à cette question en soulignant à quel point l'opacité du « problème colombien » sur la scène internationale est surtout liée à la difficulté des journalistes pour parvenir à élaborer un récit capable de rendre intelligible les événements rapportés à la Colombie qui, à un moment donné, finissent par faire partie de l'actualité internationale. L'article décrira et analysera le mode d'apparition du « problème colombien » sur la scène médiatique internationale à partir d'une série d'épreuves fortes de publicité, qu'il est possible de retracer essentiellement dans la presse écrite française et anglo-saxonne. Par « épreuve forte de publicité », nous entendons le surgissement d'un événement local qui attire massivement l'attention des médias de nombreux pays. L'épreuve repose sur le fait qu'il s'agit d'une situation qui à la fois suspend ou rompt l'intelligibilité de la réalité locale – donc qui apparaît sur le coup comme incompréhensible pour tout le monde – mais qui, au moment de sa publicisation, demande à être restituée dans un contexte de sens afin qu'elle puisse être plus ou moins compréhensible par les spectateurs lointains.

On a repéré les moments les plus significatifs de la médiatisation du problème, autrement dit un certain nombre d'événements qui ont retenu l'attention simultanée de nombreux quotidiens à l'étranger et qui ont constitué autant d'instantanés où le problème colombien a acquis un relief important sur la scène médiatique internationale. Il s'agit de décrire les tentatives des journalistes pour rendre intelligible « ce qui se passe en Colombie » dans ces occasions. On montrera comment, à travers ces récits, il y a une espèce de fixation progressive d'une « représentation floue » du problème colombien, où la violence apparaît avant tout comme un phénomène insensé et complexe. Il nous semble que ce mode d'apparition détermine – beaucoup plus que le nombre d'occurrences médiatiques – le degré de visibilité du problème colombien sur la scène internationale.

## **Le « *Bogotazo* » : un événement sans véritable insertion dans la trame d'une histoire**

Les « émeutes » du 9 avril 1948 à Bogota – troubles tragiques qui suivirent l'assassinat du *leader* populiste du parti libéral colombien, Jorge Eliécer Gaitan – firent surgir de manière significative et pour la première fois au cours du XX<sup>e</sup> siècle la Colombie dans les journaux internationaux. Cet incident – couramment nommé par les Colombiens *el Bogotazo* – constitue un véritable événement, au sens où il entraîna une rupture dans l'ordre des choses et des représentations, non seulement pour les acteurs directement impliqués dans la situation, mais aussi pour les reporters lointains. Ce qui facilita la médiatisation internationale d'*el Bogotazo* ne fut pas tant le nombre escompté de victimes (presque 1 900 d'après les chiffres avancés par la presse de l'époque), ni l'ampleur des dégâts et des pillages. Si ces émeutes retinrent l'attention de la presse étrangère, ce fut grâce à la présence à Bogota de quelques correspondants de la presse américaine venus pour informer sur le déroulement de la neuvième Conférence panaméricaine.

Ceci dit, *el Bogotazo* ne fut pas un événement créé par les médias. C'est un véritable événement, au sens où il existe en lui-même et où il s'impose à toute logique médiatique. Les médias étaient là simplement pour le rendre public sur la scène internationale. Mais ils participèrent aussi au processus d'élaboration de l'événement, dans la mesure où ils ont fourni ou relayé des contextes d'interprétation qui lui donnaient ses sens sociaux.

Dès le départ, les journalistes étrangers ont éprouvé beaucoup d'embarras pour expliquer les troubles et pour identifier leurs promoteurs. Comme dans la plupart des manifestations violentes qui éclatent soudainement, une véritable crise de la représentation du monde social s'est alors manifestée. Pour « essayer de comprendre » la tragédie, les journalistes reprirent deux interprétations possibles des faits déployées par les acteurs directement impliqués dans la situation. D'une part, *el Bogotazo* fut interprété comme l'expression d'une espèce d'« insurrection libérale » contre le gouvernement conservateur, accusé d'avoir voulu supprimer son plus dangereux adversaire, Jorge Eliecer Gaitan. Cette première interprétation, fondée essentiellement sur des rumeurs qui se sont répandues au milieu de la crise, renvoyait la situation aux vieilles et violentes querelles entre les deux partis politiques traditionnels de la Colombie qui avaient caractérisé la vie politique du pays au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. D'autre part, les émeutes de Bogota furent interprétées comme une action planifiée, dont les principaux responsables étaient « les forces communistes ». C'était en fait la version officielle des faits (celle du gouvernement colombien et du Secrétaire d'État américain, présent à Bogota pour la célébration de la Conférence panaméricaine). Cette interprétation remet en question le caractère spontané et soudain de la révolte, en laissant croire qu'elle dépassait le cadre local et comportait des incidences internationales. Ceux qui l'ont avancée soutenaient que le but des « chefs des émeutes » était de saboter et de porter atteinte au prestige de la Conférence panaméricaine.

Or les médias internationaux ne se limitèrent pas à la reproduction des contextes locaux d'interprétation de l'événement. Au contraire, ils participèrent à la mise en sens des faits en produisant des contextes interprétatifs qui apparaissaient comme alternatifs à ceux produits par les acteurs eux-mêmes. Par exemple, l'interprétation qui accordait une responsabilité aux communistes dans les événements en Colombie fut dénoncée dans l'espace médiatique international comme une « mystification flagrante », surtout par les journaux de gauche en France<sup>2</sup>. Non seulement ces dénonciations refusaient l'idée d'une action communiste étant donné le manque de support des masses populaires au Parti communiste colombien, mais elles soutenaient que l'attribution de la responsabilité des émeutes aux communistes n'était qu'un mensonge du gouvernement conservateur pour masquer l'écrasement d'une fraction des libéraux colombiens.

Les dénonciations dans l'espace médiatique international engendrèrent une polémique publique intense sur le sens des événements. Deux interprétations des faits, en principe contradictoires, furent confrontées et mises à l'épreuve. La controverse fit après coup émerger une interprétation dominante du problème : celle d'« une émeute sans insurrection ». Cette explication de la situation, dépourvue de connotation politique, analysait les émeutes comme une espèce de folie et de barbarie désordonnées du « peuple », déclenchées par l'assassinat de Jorge Eliecer Gaitan. Le meurtrier est par ailleurs apparu comme un *don nadie* (un individu quelconque) aux motivations apparemment privées ou pour le moins obscures. D'après cette interprétation, ce qui s'est passé à Bogota fut spontané et non le produit d'une crise politique. Comme Herbert Braun l'a déjà évoqué, le 9 avril 1948, tel qu'il a été interprété, constitue « un fait total ».

Autrement dit, un fait en soi qui ne s'inscrit pas dans une trame d'interprétation de l'histoire (Braun, 1995) : *el Bogotazo* a son propre commencement (le moment où Jorge Eliecer Gaitan est assassiné) et sa propre fin (le moment où il est enterré et où presque tout le monde commence à se convaincre que le meurtrier n'est qu'un individu armé d'un revolver). Il constitue un événement au sens où il y a un avant et un après. Mais l'interprétation dominante de l'événement à l'époque ne le réinséra pas dans un champ de la mémoire vaste, ni ne le projeta dans un avenir clair. Une fois le calme revenu à Bogota, deux jours après les événements, ceux-ci cessèrent de faire l'objet de polémiques interprétatives dans les deux mois qui suivirent. Tout se passa alors comme si les troubles avaient définitivement cessé en Colombie.

### **«*La Violencia*» : une guerre civile qui n'ose pas dire son nom**

Le 15 juin 1953, le coup d'État du général Gustavo Rojas Pinilla a de nouveau retenu l'attention massive des journalistes étrangers dans des circonstances assez inédites. Tout d'abord, les militaires avaient traditionnellement occupé une place secondaire et marginale dans la vie politique colombienne. Ensuite, contrairement aux autres coups d'États latino-américains, celui-ci visait à renverser le pouvoir d'un civil qui était à l'époque qualifié par la presse internationale de véritable «dictateur», «tyran» et «fasciste» (le président conservateur Laureano Gomez). Enfin, l'installation au pouvoir du général ne devait être que provisoire : il s'agissait avant tout de rétablir le calme dans un pays où la violence bipartisane ne cessait de se disséminer depuis quelques années. Ainsi, *la Violencia* (avec un «V» majuscule) – c'est la dénomination utilisée beaucoup plus tard par les Colombiens pour se référer à cette longue période de confrontation armée entre les deux partis politiques – parvenait enfin à apparaître sur l'espace médiatique international. Ce conflit, marqué par son caractère extrêmement violent, tant par le type d'actes commis que par le nombre de victimes (environ 300 000 personnes) n'a connu en effet qu'une médiatisation tardive. *La Violencia* ne devint visible qu'au moment où elle était censée arriver à sa fin.

Mais le paradoxe ne l'était qu'en apparence. Car les affrontements armés n'avaient pas non plus acquis une visibilité significative dans l'espace public colombien. Ils se sont déroulés essentiellement dans les zones rurales entre groupes armés des partisans des deux partis politiques. À Bogota, différents hommes politiques dénoncèrent les exactions commises dans les campagnes, mais personne n'osait qualifier la situation de «guerre civile». Comme l'explique un journaliste du *Monde*, cette guerre n'existait pas, ni officiellement, ni officieusement. Les conservateurs au pouvoir disaient se battre contre des «bandits», souvent qualifiés de «communistes»; l'opposition libérale parlait d'une «guérilla défensive» dont les liens avec les chefs libéraux ne semblaient pas clairs<sup>3</sup>. Un autre journaliste de *Nation Belge* souligna comment, d'après les journalistes colombiens, la violence apparaissait localement, mais d'une manière banalisée, puisque les meurtres et les assassinats étaient devenus des «faits divers» pour les Colombiens<sup>4</sup>. Ainsi, au moment où les journalistes étrangers essayaient de rendre compte de la situation, personne ne pouvait vraiment affirmer avec certitude combien de morts il y avait eu. La seule vérité incontestable était la cruauté des affrontements.

Les observateurs étrangers furent fort embarrassés pour expliquer cette confrontation armée. Surtout parce que les « raisons » qu'ils cernèrent au niveau local ne semblaient pas donner une véritable intelligibilité au problème. Un journaliste français, par exemple, reprit la réponse ironique d'un Colombien sur les causes de la lutte : « Les uns vont à la messe à 9 heures, les autres à 10 heures ». Ainsi, le reporter tenta de souligner à quel point rien ne distinguait les deux grands partis, sinon que leurs partisans respectifs se livraient depuis des générations à une vendetta sanglante sans signification politique, à tel point que les convictions politiques ne semblaient être qu'une affaire de tradition familiale<sup>5</sup>. Ainsi cette guerre non déclarée était-elle devenue pour les Colombiens une espèce de « carrousel infernal » dans lequel les victimes d'un jour finissaient par être les meurtriers du lendemain, pour ensuite redevenir victimes. La situation ne s'éclaircit pas après le coup d'État du général Rojas Pinilla. Car la violence continua, sans que l'on puisse toujours bien saisir le problème de l'étranger. Entre 1953 et 1957, de nombreux journaux étrangers dénoncèrent une supposée persécution des protestants par les catholiques en Colombie, déclenchant de vives polémiques. Il fut néanmoins difficile d'établir jusqu'à quel point les actes de violence étaient la conséquence d'un « fanatisme religieux » ou d'un « banditisme politique ». De nombreux envoyés spéciaux finirent par considérer que les deux phénomènes étaient imbriqués. La polémique déclina jusqu'à rendre de nouveau invisible la violence des campagnes.

Le 11 mai 1957, une nouvelle fut rapidement diffusée à Bogota et à l'étranger : le général Rojas Pinilla avait été contraint de quitter le pouvoir, suite à une protestation populaire déclenchée au moment où il désirait reporter son mandat présidentiel. Les chefs des deux partis politiques traditionnels parvinrent alors à former une alliance (appelée le Front National) pour « rétablir la démocratie ». La majorité de la presse étrangère donna beaucoup de détails sur le départ du général, en insistant sur l'enthousiasme populaire avec lequel fut reçu le retour des « civils » au pouvoir, mais peu de journalistes rendirent compte de « l'arrière-plan chaotique » de la crise politique. Ceux qui voulaient en parler se heurtaient à nouveau à la difficulté de rendre la situation intelligible. Cette violence ne pouvait être qualifiée ni de « guerre religieuse » (car catholiques et protestants se trouvaient dans les deux camps), ni de guerre avec une signification politique claire (car la lutte entre libéraux et conservateurs avait vraisemblablement généré tout une série de groupes armés hors la loi au caractère politique douteux). Peu visible, *la Violencia* se présentait une fois encore comme un phénomène insensé.

## **Deux moments de rupture d'un « calme illusoire » : les élections de 1970 et la grève générale de 1977**

À partir des années 1960 et tout au long des années 1970, le conflit armé a changé de configuration avec l'émergence de groupes de guérilla qui cessèrent de s'inscrire dans la logique de l'affrontement bipartisan. Aux Forces armées révolutionnaires de la Colombie (Farc) surgies dès les années 1950, s'ajoutèrent de nouveaux groupes dans les années 1960 : l'Armée de libération nationale (ELN) et l'Armée

de libération populaire (EPL). L'existence de ces guérillas n'a reçu qu'une faible médiatisation. Deux facteurs y concourent. D'une part, si l'apparition de ces groupes fut initialement interprétée à l'aune de la diffusion des mouvements révolutionnaires dans l'ensemble de la région latino-américaine, assez vite la compréhension du phénomène comme celui d'un nouveau banditisme rural se répandit. D'autre part, même si l'opposition armée des guérillas au gouvernement dura dans le temps, elle ne parvint pas à déstabiliser le régime ou à atteindre les régions les plus stratégiques du pays, en particulier les villes. Les guérillas sont restées longtemps cantonnées dans les régions les moins intégrées, ou celles de colonisation récente. Dès lors, cette nouvelle modalité de la violence apparaissait plutôt comme un phénomène stabilisé.

Ce calme relatif fut néanmoins rompu à deux reprises au cours des années 1970. D'abord, l'annonce publique des résultats des élections à la présidence et les rumeurs d'une fraude électorale déclenchèrent une nouvelle crise politique en avril 1970. Ensuite, tous les syndicats ouvriers colombiens parvinrent pour la première fois à convoquer à une grève nationale de protestation contre l'élévation du coût de la vie en septembre 1977. Dans les deux cas, la stabilité du régime de coalition du Front National fut remise en cause. Dans les récits médiatiques qui rendent compte des deux situations surgit une espèce de représentation de la violence comme phénomène endémique. Certes, les journalistes reconnurent que les vieilles guerres bipartisanes faisaient partie du passé. Mais en même temps, ils soulignèrent que la stabilité en Colombie comportait toujours le risque d'être seulement une apparence : comme à l'époque d'*el Bogotazo*, à n'importe quel moment la stabilité pouvait être secouée et céder la place au pillage de la capitale et à l'éclatement d'une nouvelle guerre politique. L'ordre fut vite rétabli mais une inquiétude demeura quant à l'évolution future de la situation. Car pour les journalistes, les Colombiens semblaient assis sur une poudrière.

## **Les tentatives de « dé-singularisation » du cas colombien à travers les actions armées spectaculaires du M-19**

Pendant longtemps, l'une des difficultés pour projeter de manière significative la situation colombienne au-delà des frontières du pays reposa sur l'incapacité à la « dé-singulariser », autrement dit, à la rendre analogue à d'autres situations de crises ayant déjà attiré l'attention mondiale. Dans les années 1980, à travers deux actions armées spectaculaires – fortement publicisées –, une nouvelle guérilla (le M-19) tenta précisément d'imposer une lecture du problème colombien qui le rendait analogue à d'autres crises internationales.

La première grande tentative de publicisation de « *la crise colombienne* » eut lieu en février-mars 1980, lorsqu'un commando du M-19 investit l'ambassade de la République dominicaine et retint en otage une douzaine d'ambassadeurs pendant deux mois. L'événement bénéficia d'une large couverture médiatique internationale. Le M-19 cherchait à inscrire la situation colombienne dans le contexte international en dénonçant, auprès de l'opinion publique internationale, « *les violations des Droits de l'homme* » commis

par le gouvernement. Il mit l'accent sur la révélation du recours à des arrestations arbitraires et à l'usage de la torture, donc sur l'existence dans le pays de nombreuses personnes pouvant être considérées comme des « *prisonniers politiques* ». Une telle dénonciation rendait comparable le cas colombien à celui des pays du cône sud (le Chili, l'Argentine, l'Uruguay) ou de l'Amérique centrale (le Nicaragua), où une répression de l'ensemble de la contestation sociale avait été menée par des régimes militaires. L'action eut des répercussions sur le mode de compréhension de la problématique. Certains journalistes évoquèrent en effet le risque d'une *uruguayisation* de la situation, autrement dit d'une implantation d'un régime politique où les militaires gouverneraient malgré l'existence formelle d'un président civil<sup>6</sup>.

Or, la dé-singularisation du cas colombien ne fut que partielle. Car la représentation d'une violence qui déborde et menace la sphère politique pesait déjà dans les formes de mise en sens des événements. En effet, de nombreux articles qui couvrirent la prise des otages insistèrent sur le fait qu'en Colombie « la violence » et « la politique » constituaient deux phénomènes étroitement liés, et donc que l'histoire colombienne donnait toujours l'impression d'un « chaos permanent » où la violence endémique régnait.

Cette perception du problème fut plus tard renforcée par la deuxième action spectaculaire du M-19 : la prise du Palais de Justice en novembre 1985. Jamais une guérilla colombienne n'avait réussi à mener la guerre au cœur de Bogota, au moyen d'une action armée dans laquelle furent pris en otage la totalité des membres de la Cour Suprême. Le M-19 cherchait avec cette action à organiser un « jugement armé » contre le Président pour avoir trahi ses engagements de paix, et à dénoncer la « guerre sale » menée par l'armée. L'armée récupéra par la force le bâtiment au prix de la vie des otages et des membres du commando (92 personnes mortes, selon les médias). Ce bain de sang brouilla d'emblée toute signification politique de l'événement. Il ne s'agissait plus de donner un sens à ce qui s'était passé, mais plutôt de déterminer sur quel acteur retombait la responsabilité de la boucherie et de la réactivation de la guerre. Dans la presse internationale, le président colombien apparaissait comme un chef d'État manipulé par les militaires et rétif à toute négociation ; la guérilla comme un groupe armé extrémiste ayant attaqué la seule institution démocratique du pays et l'action armée comme un événement insensé. La seule explication vraisemblable pour de nombreux journalistes fut donc « l'habitude » des Colombiens à la violence. D'après eux, cet « événement » n'était pour les Colombiens qu'un fait violent de plus, juste un peu plus sanglant que les précédents<sup>7</sup>. Par ailleurs, étant donné que les guérilleros étaient accusés de complicité avec les trafiquants de drogue (de nombreuses procédures judiciaires d'extradition pour narcotrafic furent brûlées au milieu de la tragédie), l'idée d'une « violence multiforme » (rivalités politiques, trafic de drogue et délinquance) fut introduite avec vigueur<sup>8</sup>. Enfin, le sentiment que la violence était une espèce de fléau naturel, qui de temps en temps frappait le pays, fut renforcé par la coïncidence de la tragédie du Palais de justice avec l'avènement d'une catastrophe naturelle : l'explosion du volcan du *Nevado del Ruiz* et la destruction de la ville d'Armero. De nombreux récits locaux où la Colombie apparaissait comme un « pays maudit », où « la violence politique » et « la violence de la nature » semblaient se faire écho, furent repris par la presse internationale. Cette récupération médiatique de l'expérience locale des catastrophes n'a fait que contribuer à la perception de la violence comme phénomène à la fois protéiforme et normal dans l'histoire<sup>9</sup>.

## **La guerre contre les cartels de la drogue et l'affirmation d'une vision kaléidoscopique de la situation colombienne**

En plus du renforcement militaire des guérillas, les années 1980 ont également été caractérisées par l'apparition massive en Colombie de la culture et du trafic de drogues. Ce qui avait commencé comme une «lutte contre les drogues» devint une véritable «guerre entre les trafiquants de drogue et l'État colombien». Le problème colombien acquit alors sa visibilité médiatique la plus significative, notamment par la couverture médiatique des actions terroristes des narcotrafiquants à partir de la fin des années 1980, et par le développement d'une «saga médiatique» autour du personnage de Pablo Escobar, l'ancien chef du Cartel de Medellín. Cette saga, pleine de péripéties, captiva l'attention des médias et des spectateurs lointains à la fois par son caractère spectaculaire et surréaliste et par l'image de «bandit-justicier» que s'est forgé l'ancien parrain de la drogue. On n'est plus ici dans le cadre de la médiatisation d'un événement, mais plutôt d'une succession de «petits événements» qui donne un relief particulier non seulement à la violence, mais aussi aux phénomènes de drogue et de corruption.

Le récit médiatique de la situation colombienne devint alors extrêmement alambiqué. Fondamentalement parce que les trafiquants de drogue, en tissant des alliances mouvantes et pragmatiques avec les acteurs armés qui existaient déjà (de nombreux fronts des guérillas et certains secteurs des forces armées) et en participant à l'émergence de nouveaux acteurs armés (les forces paramilitaires et les bandes d'assassins mercenaires), contribuèrent à la fragmentation des contours du conflit armé. De plus en plus, le conflit acquit des configurations locales multiples qui rendaient difficile la lecture de la situation. De plus, la résonance des phénomènes de violence politique avec ceux de la violence non politique brouillait les pistes : plus que jamais la criminalité, la délinquance et la violence politique sont apparues entremêlées. La situation devint difficilement interprétable à l'aune d'un seul cadre analytique. Du moins, les cadres d'une «guerre civile» cessèrent d'être opératoires. Ainsi, l'utilisation du préfixe «narco» se généralisa dans la plupart des récits médiatiques pour nommer les sujets ou personnages principaux de la situation colombienne («la narco-guérilla», «les narco-paramilitaires», «le narco-État», «la narco-démocratie»...).

La multiplication de l'information dans les médias empêchait la constitution d'événements au sens fort du terme. Divers observateurs étrangers (notamment des organisations non-gouvernementales et différents organismes de l'ONU) commencèrent à se préoccuper du «problème colombien» et à fournir aux médias des opinions, des récits, des diagnostics et des témoignages sur la situation. Il s'agit de différents registres d'interprétation spécifiques, voire concurrents, du problème («crise des droits de l'homme», «crise sociale», «crise politique», «crise humanitaire»). Ainsi, depuis quelques années, il paraît impossible d'établir une lecture dominante de la situation. La diversité d'informations et de récits contribue plutôt à renforcer une vision kaléidoscopique du problème (Pécaut, 1996). Les journalistes sont ainsi contraints de passer d'un événement ou d'une information à l'autre sans parvenir à donner une visibilité significative aux faits médiatisés, sauf peut-être dans les rares occasions où une calamité interpelle de manière significative un fragment de la scène internationale.



## Conclusion

En retraçant ces différentes «épreuves fortes de publicité» du conflit colombien sur la scène médiatique internationale, nous avons voulu souligner comment s'est fixée une espèce de «représentation floue» du problème. Cette représentation traverse tous les récits qui tentent de donner un sens aux événements locaux de la Colombie. On ne devrait alors pas s'étonner si ce conflit paraît souvent incompréhensible aux spectateurs lointains. Même si ceux-ci n'ont pas tous suivi attentivement les différents événements que nous avons retracés, ce qui en rend compte est la reprise permanente dans les médias d'une interprétation de la réalité comme insensée. On peut conclure qu'il est difficile pour les spectateurs distancés de se rassembler autour d'une représentation claire de *ce pour quoi compte* ce qui a lieu en Colombie. Ils paraissent par conséquent condamnés à demeurer un public international éclaté.

### NOTES

1. Nous désignons par «spectateurs distancés» l'ensemble des individus qui observent à distance – autrement dit, à travers les médias et sans se sentir particulièrement impliqués dans la situation – les différents conflits armés qui se déroulent à l'étranger. Ces spectateurs suivent toutes ces crises de manière irrégulière et sans intérêt particulier – sauf celui d'être plus ou moins informés de l'actualité internationale. Un tel ensemble d'individus n'est pas à proprement parler un public parce qu'ils ne sont pas liés par une forme de caractérisation générale de ce qui se passe devant eux (L. Queré, 2003, p. 116-117).
2. Voir par exemple, SPECTATOR, «Les galeux de Bogota», *Combat*, 22 avril 1948.
3. Marcel NEIDERGANG, «Un pays où la guerre n'ose pas dire son nom», *Le Monde*, 16 juin 1953.
4. Arthur J. OLSEN, «Au pays des révolutions. L'histoire du dictateur et du général», *Nation Belge*, 20 juillet 1953.
5. «Le coup d'État de Colombie met fin à la guerre civile la plus atroce de l'Amérique latine», *Paris Presse*, 19 juin 1953.
6. Pierre BENOÎT, «Une démocratie en état de siège», *Libération*, 29 février 1980, et «Colombie, la fin du jeu des apparences», *Libération*, 5 mars 1980.
7. «Les morts de Bogota», *Le Monde*, 9 novembre 1985.
8. «La collusion entre le M-19 et les trafiquants de drogue est établie», *Le Monde*, 13 novembre 1985.
9. Maïté PINEIRO, «Climat de peur et de violence en Colombie. Au-dessous du volcan», *L'Humanité*, 26 novembre 1985. «Colombie, la boue et le sang», *L'Express*, 28 novembre 1985.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BRAUN, H., «Los mundos del 9 de abril, o la historia vista desde la culata», in SÁNCHEZ, G., PEÑARANDA, R. (dir.), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, Bogota, IEPRI-Cerec, 1995, p. 225-261.

PÉCAUT, D., «Présent, passé, futur de la violence», in BLANQUER, J.-M., GROS, C., *La Colombie à l'aube du troisième millénaire*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 1996, p. 17-63.

QUÉRÉ, L., «Le public comme forme et comme modalité d'expérience», in CEFAL, D., PASQUIER, D. (dir.), *Le Sens du public. Public politiques, publics médiatiques*, Aubenas, PUF, 2003, p. 113-134.